



**LE BULLDOZER DE LA CASSE SOCIALE EST EN MARCHÉ**

# SEULE LA MOBILISATION L'ARRÊTERA !

**RENAULT TRUCKS**

**npacaenaglo@gmail.com - 17 octobre 2017**

**E**n quelques mois, la somme des attaques perpétrées par ce gouvernement de politiciens aux ordres du Medef est impressionnante. On a peur d'en oublier !

Il y a les ordonnances sur le travail qui sont une régression sans précédent pour les droits des salariéEs. Se profilent la réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle, la remise en cause de la Sécu et du système des retraites par répartition. Du côté de la fonction publique : rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice, 120 000 suppressions de postes et nouvelle « réforme de l'Etat » avec des privatisations. Rajoutons les 15 milliards de baisse programmée des dépenses publiques et celle de 4,2 milliards du budget de l'assurance maladie. Sans oublier la saignée de 220 000 « emplois aidés » pour économiser 2,6 milliards d'euros, la baisse des APL de 5 euros par mois et l'augmentation du forfait hospitalier de 2 euros par jour. Si on ajoute à tout cela le vote de loi sur l'état d'urgence permanent, le durcissement des lois sur le séjour des étrangerEs et les cadeaux fiscaux démultipliés pour les riches... on mesure l'ampleur des dégâts !

## **Résistance !**

Pour contrer cette offensive tous azimuts, il n'y a que la mobilisation des salariéEs. Il y a eu les appels à la grève du 12 septembre, puis du 21 septembre. La France insoumise a organisé une manifestation de son côté. Les retraités sont descendus dans la rue, les fonctionnaires ont fait grève, les allocataires lésés par la baisse de l'APL ont manifesté samedi dernier.

Peine perdue ? Pas tout à fait ! Les routiers ont obtenu la garantie du maintien des acquis de leur convention collective de branche, les dockers aussi, ouvrant une brèche dans les ordonnances dont un des principaux objets est justement de permettre aux patrons de déroger aux accords de branche, grâce à des « accords d'entreprise » imposés boîte par boîte.

Au-delà des routiers et des dockers, ce qui manque pour l'instant pour faire reculer Macron, ce sont des

grèves reconductibles et leur généralisation pour bloquer la production.

## **Face à Macron et au patronat, il faut un rapport de force à la hauteur**

Dans la métallurgie, l'UIMM a annoncé la couleur. Le patronat veut remettre en cause les conquêtes sociales inscrites dans les conventions collectives qu'elles soient nationales ou régionales (classifications, primes, indemnités...). Et ce que les patrons de la métallurgie ne parviendront pas à obtenir dans la branche, ils chercheront à le gagner boîte par boîte, en instaurant le moins-disant social.

Pour créer un rapport de force à la hauteur, il faudrait que tous les syndicats s'y mettent. Mais, comme à son habitude, la direction nationale de la CFDT a tout de suite déclaré forfait, malgré l'indignation de beaucoup de militantEs. A FO, la fronde de la base a amené la direction à élever le ton. Réunis en intersyndicale nationale, il y a une semaine, avec la CGT, Solidaires et la CGC, les mordus du « dialogue social » ont imposé de ne rien faire, sinon se fixer un nouveau rendez-vous deux semaines plus tard.

## **Une mascarade appelée « dialogue social »**

Les syndicats ont tous été reçus par Macron pour des premiers échanges sur la réforme de la formation professionnelle et de l'assurance chômage. Le premier objectif du gouvernement est de faire passer l'idée que le dossier des ordonnances s'attaquant au Code du travail est définitivement classé. Faire passer l'idée que toutes les mobilisations envisagées pour les semaines qui viennent sont inutiles.

Les organisations syndicales auraient dû refuser de se rendre chez Macron. Pas étonnant que les représentantEs de la CFTC ou de la CFDT aient participé de bonne grâce à cette nouvelle mascarade. Mais ceux et celles de la CGT, de FO ou de la CFE-CGC ? Qu'attendent-ils de la « discussion » avec le petit

monarque, celui qui traite les contestataires de « fainéants » et qui accuse les ouvriers de GM&S de vouloir « foutre le bordel » plutôt que « trouver un emploi » ?

**Nous sommes toutes et tous attaqués comme jamais et en plus insultés.** Nous n'aurons ni répit ni abri partiel : le monde des riches est insatiable et en veut toujours plus, ce qui signifie toujours moins pour ceux et celles qui triment. **Rester passif, c'est se condamner soi-même à ce « toujours moins ».** La seule solution, c'est d'y aller franchement, tous et toutes ensemble, en grève et dans la rue. Avec Macron au pouvoir, la prochaine occasion ne va pas tarder...

## Il faut aider les patrons à s'en sortir !

*Selon un rapport sur le crédit d'impôts compétitivité-emploi en faveur des entreprises (CICE), qui vient d'être publié par France stratégie, organisme dépendant du premier ministre, 100 000 emplois auraient été « sauvés ou créés sur la période 2013-2015 » grâce au CICE. En fait, ils ne sont pas très sûrs de leur calcul, puisqu'ils donnent une fourchette allant de 10 000 à 200 000 !*

*En tout état de cause, cela met l'emploi créé à un coût faramineux : beaucoup plus élevé que si des emplois utiles (dans les hôpitaux, les écoles...) avaient été directement financés par l'État. En effet, au titre du CICE, les entreprises ont obtenu à ce jour 62,2 milliards de créances, qui se traduisent par des coûts énormes pour l'État : 27,8 milliards pour les seules années 2014 et 2015.*

### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

[npacaenaglo@gmail.com](mailto:npacaenaglo@gmail.com)

<http://www.npa2009.org/>

## Il faut aider les riches à s'enrichir encore plus !

*La baisse de l'ISF prévue dans le budget 2018 va rapporter 3,2 milliards d'euros aux plus riches. Les actionnaires vont bénéficier, eux, de la baisse du taux d'imposition sur les sociétés, de 33,3 % à 25 %. Cette baisse devrait coûter entre 15 et 17 milliards d'euros par an à l'État français, dans un contexte où les recettes de l'impôt sur les sociétés ont déjà baissé de 20 milliards d'euros ces dix dernières années.*

*Par souci de « justice sociale », les députés LREM ont déposé plusieurs amendements à ce budget trop ouvertement taillé sur mesure pour les riches. Ils proposent donc de taxer les yachts, les grosses cylindrées et les métaux précieux. Au total, ces taxes devraient rapporter 50 millions d'euros. Pensez-ils que les « fainéants » qui « foutent le bordel » sont incapables de voir la différence entre 3,2 milliards et 50 millions ?*



*Macron a préparé sa parade : en fait, selon lui, les largesses fiscales pour les riches ne seraient pas des cadeaux, elles seraient juste de bonnes mesures « pour la France », parce que des riches choyés sont des « investisseurs » potentiels et des créateurs d'emplois... Ben voyons... A quand une grande collecte nationale pour aider les riches à s'enrichir encore plus ?*